# DEUX OU TROIS CHOSES QUE L'ON NE VOUS DIT JAMAIS SUR LE CAPITALISME

Extrait de la publication

*HA-JOON CHANG*

# DEUX OU TROIS CHOSES QUE L'ON NE VOUS DIT JAMAIS SUR LE CAPITALISME

*Traduit de l'anglais*
*par Françoise et Paul Chemla*

*ÉDITIONS DU SEUIL*
*25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e^*

Extrait de la publication

OUVRAGE PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION ÉDITORIALE
DE JACQUES GÉNÉREUX

Titre original : *23 Things They Don't Tell You about Capitalism*
© Ha-Joon Chang, 2010
Éditeur original : Allen Lane, Londres
ISBN original : 978-1-846-14328-1

ISBN 978-2-02-108373-6

© Éditions du Seuil, octobre 2012, pour la traduction française

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

*À Hee-Jeong, Yuna et Jin-Gyu*

Extrait de la publication

## 7 FAÇONS DE LIRE
## *Deux ou trois choses que l'on ne vous dit jamais sur le capitalisme*

*La première.* Si vous n'êtes pas sûr de savoir ce qu'est le capitalisme, lisez :

Vérités 1, 2, 5, 8, 13, 16, 19, 20 et 22.

*La deuxième.* Si vous pensez que la politique est une perte de temps, lisez :

Vérités 1, 5, 7, 12, 16, 18, 19, 21 et 23.

*La troisième.* Si vous vous demandez pourquoi vous ne vivez pas mieux malgré la hausse constante de vos revenus et le progrès continu des technologies, lisez :

Vérités 2, 4, 6, 8, 9, 10, 17, 18 et 22.

*La quatrième.* Si vous croyez que certaines personnes sont plus riches que d'autres parce qu'elles sont plus compétentes, instruites et entreprenantes, lisez :

Vérités 3, 10, 13, 14, 15, 16, 17, 20 et 21.

*La cinquième.* Si vous voulez savoir pourquoi les pays pauvres sont pauvres et comment ils peuvent s'enrichir, lisez :

Vérités 3, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 15, 17 et 23.



Extrait de la publication

*La sixième.* Si vous pensez que le monde est injuste mais qu'on n'y peut rien, lisez :
Vérités 1, 2, 3, 4, 5, 11, 13, 14, 15, 20 et 21.

*La septième.* Tout lire dans l'ordre.

Extrait de la publication

# Remerciements

J'ai bénéficié de bien des concours dans la rédaction de ce livre. Après avoir éminemment contribué à mener à bonne fin mon ouvrage précédent, *Bad Samaritans*, qui se concentrait sur les pays en développement, Ivan Mulcahy, mon agent littéraire, n'a cessé de m'encourager à écrire un nouveau livre visant un plus large public. Outre ses précieux retours éditoriaux, Peter Ginna, mon éditeur chez Bloomsbury USA, a joué un rôle crucial pour fixer le ton général de l'ouvrage en trouvant son titre, *Deux ou trois choses que l'on ne vous dit jamais sur le capitalisme*, pendant que je travaillais à sa conception. William Goodlad, mon éditeur chez Allen Lane, a pris en main la mise au point éditoriale et fait un superbe travail pour que tout soit parfait.

De nombreuses personnes ont lu certains chapitres du livre et m'ont apporté d'utiles commentaires. Duncan Green les a tous lus et m'a donné des conseils très judicieux, sur le fond comme sur la présentation éditoriale. Geoff Harcourt et Deepak Nayyar en ont lu beaucoup et m'ont fait part de points de vue très perspicaces. Dirk Bezemer, Chris Cramer, Shailaja Fennell, Patrick Imam, Deborah Johnston, Amy Klatzkin, Barry Lynn, Kenia Parsons et Bob Rowthorn ont lu divers chapitres et m'ont fait de précieuses remarques.

Sans l'aide compétente de mes assistants de recherche, je n'aurais pu obtenir toutes les informations détaillées sur lesquelles repose le livre. Je remercie de leur concours, par ordre alphabétique, Bhargav Adhvaryu, Hassan Akram, Antonio Andreoni, Yurendra Basnett,



Extrait de la publication

Muhammad Irfan, Veerayooth Kanchoochat et Francesca Reinhardt.

Je tiens aussi à remercier Seung-il Jeong et Buhm Lee de m'avoir communiqué des données qui ne sont pas aisément accessibles.

Enfin – ce n'est pas le moins important –, je remercie ma famille : sans son appui et son amour, je n'aurais jamais terminé ce livre. Outre le puissant soutien affectif qu'elle m'a apporté pendant la rédaction de l'ouvrage, Hee-Jeong, mon épouse, en a lu tous les chapitres et m'a aidé à formuler mes arguments de façon plus cohérente et accessible. Lorsque j'ai soumis certaines de mes idées à Yuna, ma fille, j'ai été tout à fait ravi de constater qu'elle a réagi avec une maturité intellectuelle surprenante pour ses quatorze ans. Jin-Gyu, mon fils, m'a donné quelques idées très intéressantes et un grand soutien moral pour ce livre. Je le dédie à tous les trois.

Extrait de la publication

# Introduction

L'économie mondiale est en lambeaux. Seule une stimulation budgétaire et monétaire d'une ampleur sans précédent a conjuré son effondrement total dans le sillage de l'écroulement financier de 2008, et le krach mondial de cette année-là n'en reste pas moins la crise économique la plus grave de l'histoire après la Grande Dépression. À l'heure où j'écris (mars 2010), certains ont beau déclarer la récession terminée, une reprise durable est loin d'être certaine. En l'absence de réformes des mécanismes financiers, les politiques monétaires et budgétaires laxistes ont créé de nouvelles bulles financières, tandis que l'argent fait cruellement défaut à l'économie réelle. Si ces bulles éclatent, l'économie mondiale risque de sombrer dans une nouvelle récession (c'est le scénario du « double creux », le *double dip*). Même si la reprise se poursuit, les effets de la crise se feront longtemps sentir. Les entreprises et les ménages mettront des années à assainir leur situation financière. Les États, confrontés aux énormes déficits budgétaires que la crise leur a infligés, seront contraints de réduire très sensiblement les investissements publics et les dépenses sociales, ce qui pèsera sur la croissance, aggravera la pauvreté et compromettra la stabilité des sociétés – peut-être pendant des décennies. Parmi ceux qui ont perdu leur emploi et leur maison pendant la crise, certains ne réintégreront peut-être jamais le circuit économique normal. Effroyables perspectives.

Qui a créé ce désastre ? En dernière analyse, c'est l'idéologie du marché libre, qui gouverne le monde depuis les années 1980. On



Extrait de la publication

nous a dit : si on laisse faire les marchés, ils produiront le résultat le plus efficace et le plus juste : efficace parce que les individus sont les mieux placés pour savoir comment utiliser les ressources dont ils disposent, juste parce que avec le jeu de la concurrence le marché les récompensera en fonction de leur productivité. On nous a dit : il faut accorder le plus de liberté possible aux entreprises : étant au contact direct du marché, elles savent ce qui est le mieux pour elles ; donc, laissons-les faire ce qu'elles veulent et la création de richesse sera maximisée, ce qui profitera aussi au reste de la société. On nous a dit : l'ingérence de l'État dans les mécanismes du marché n'a d'autre effet que de réduire leur efficacité : son intervention vise souvent à limiter l'ampleur de la création de richesse au nom d'un égalitarisme mal pensé ; et même quand ce n'est pas le cas, les États ne sauraient obtenir de meilleurs résultats que les marchés car ils n'ont ni les informations ni les incitations nécessaires pour prendre des décisions judicieuses en affaires. Bref, on nous a dit : fiez-vous totalement au marché et ôtez-vous de son chemin !

Dans les trois dernières décennies, la plupart des pays ont suivi ce conseil et pris des mesures néolibérales : privatisation des sociétés industrielles et financières publiques ; déréglementation de la finance et de l'industrie ; libéralisation des échanges et des investissements internationaux ; réduction des impôts sur le revenu et des prestations sociales. Les défenseurs de ces politiques admettaient qu'elles pouvaient créer temporairement quelques problèmes, par exemple accroître les inégalités, mais ils assuraient qu'en définitive elles allaient améliorer la situation de tous en créant une société plus dynamique et plus prospère. On se souvient de leur métaphore préférée : la marée montante soulève tous les bateaux.

Les effets de ces politiques ont été diamétralement opposés à leurs promesses. Laissons un instant de côté l'effondrement financier, et la blessure permanente qu'en gardera le monde pendant les décennies qui viennent. Avant même ces événements, les poli-

tiques néolibérales avaient ralenti la croissance, accru les inégalités et aggravé l'instabilité dans presque tous les pays – et la plupart des gens n'y ont vu que du feu. Dans de nombreux pays riches, ces conséquences négatives ont été dissimulées par une gigantesque expansion du crédit. Aux États-Unis, par exemple, la stagnation des salaires et l'allongement de la durée du travail depuis les années 1970 se sont commodément perdus dans les vapeurs de l'enivrant breuvage du boom (à crédit) de la consommation. Déjà sérieux dans les pays riches, ces problèmes ont été encore plus graves dans le monde en développement. Depuis trente ans, les niveaux de vie stagnent en Afrique subsaharienne, et en Amérique latine le taux de croissance par habitant a chuté des deux tiers. Certes, pendant la même période, quelques pays en développement, notamment la Chine et l'Inde, ont connu une croissance rapide (accompagnée, il est vrai, d'une hausse accélérée de l'inégalité), mais ce sont justement les pays qui, tout en libéralisant partiellement, ont refusé d'introduire les politiques néolibérales dans leur intégralité.

Donc, ce que nous ont dit les partisans de la liberté du marché – les économistes néolibéraux – n'était dans le meilleur des cas qu'en partie vrai, et dans le pire complètement faux. Je vais le montrer tout au long de ce livre : les « vérités » colportées par ces idéologues du marché libre reposent sur des postulats paresseux et une vision très rétrécie de la réalité, même si leur démarche n'est pas nécessairement intéressée. Mon objectif dans cet ouvrage est d'énoncer sur le capitalisme certaines vérités essentielles qu'ils ne vous disent pas.

Ce livre n'est pas un manifeste anticapitaliste. Critique de l'idéologie du libre marché et hostilité au capitalisme sont deux choses différentes. Malgré ses problèmes et ses limites, le capitalisme reste, à mon sens, le meilleur système économique qu'ait inventé l'humanité. Ma critique porte sur une version particulière de ce système, celle qui domine le monde depuis trente ans : le capitalisme néolibéral. Ce n'est pas la seule façon de faire fonctionner le

capitalisme, et certainement pas la meilleure : le bilan des trois dernières décennies le montre assez. Cet ouvrage prouve que le capitalisme peut et doit être amélioré, et qu'il existe des moyens de le faire.

Si la crise de 2008 a inspiré de sérieux doutes sur la façon dont sont gérées nos économies, la plupart des gens ne cherchent pas à approfondir ces questions, car ils estiment qu'elles sont du ressort des experts. Et à un certain niveau c'est vrai. Les réponses précises exigent, en effet, des connaissances sur de nombreux problèmes techniques, dont beaucoup sont si complexes que même les spécialistes se trouvent en désaccord à leur sujet. Il est donc naturel que la plupart d'entre nous n'aient ni le temps ni la formation nécessaires pour apprendre tous les détails techniques qui leur permettraient de formuler des jugements sur l'efficacité du TARP*, la nécessité du G-20, l'intérêt de la nationalisation des banques ou les niveaux de rémunération appropriés pour les chefs d'entreprise. Et sur des sujets comme la pauvreté en Afrique, les mécanismes de l'Organisation mondiale du commerce ou les normes de fonds propres édictées par la Banque des règlements internationaux, la plupart des gens sont carrément perdus.

Mais *il n'est pas nécessaire* de connaître tous les détails techniques pour comprendre ce qui se passe dans le monde, et exercer ce que j'appelle une « citoyenneté économique active » – exiger que ceux qui sont en position de prendre les décisions suivent un bon cap. Ne portons-nous pas des jugements sur toutes sortes d'autres problèmes où nous n'avons pas de compétence technique ? Nul besoin d'être un expert en épidémiologie pour savoir qu'il faut des normes d'hygiène dans les conserveries, les boucheries et les res-

* Le *Troubled Asset Relief Program*, « Plan de sauvetage des actifs à problèmes », mis en œuvre par l'État fédéral américain à partir de septembre 2008 pour renflouer les banques et sociétés financières américaines en perdition. [*Les notes de bas de page sont des traducteurs.*]



Extrait de la publication

taurants. Pour les jugements sur l'économie, c'est pareil. Du moment que l'on connaît les principes cruciaux et les faits de base, on peut porter certains jugements tranchés sans connaître les détails techniques. Il n'y a ici qu'un prérequis : il faut enlever les lunettes roses que les idéologies néolibérales aiment vous voir porter tous les jours. Avec ces lunettes, le monde paraît simple et joli, mais retirez-les, et regardez la lumière claire et dure de la réalité.

Quand vous saurez que dans la vie réelle un marché libre ça n'existe pas, ceux qui accusent une réglementation de priver le marché de sa liberté ne vous tromperont plus (*voir vérité 1*). Quand vous apprendrez qu'un État qui pèse lourd et qui intervient peut stimuler le dynamisme économique et non le freiner, vous verrez bien que le rejet en bloc de l'État est injustifié (*voir vérités 12 et 21*). Quand vous aurez compris que *nous ne vivons pas* dans une économie du savoir postindustrielle, vous vous demanderez s'il est bien judicieux de se désintéresser, voire de se réjouir implicitement, du déclin industriel de son pays, comme l'ont fait certains gouvernements (*voir vérités 9 et 17*). Lorsque vous saurez que l'économie du ruissellement* ne fonctionne pas, vous verrez les réductions massives des impôts des riches pour ce qu'elles sont – une redistribution du revenu vers le haut, et non un moyen de nous enrichir tous, comme on nous l'a dit (*voir vérités 13 et 20*).

Ce qui est arrivé à l'économie mondiale n'était ni un accident ni l'effet d'une force irrésistible de l'histoire. Ce n'est pas une loi d'airain du marché qui a bloqué les salaires et accru la durée du temps de travail pour la plupart des Américains tandis que les chefs d'entreprise et les banquiers augmentaient immensément leurs revenus (*voir vérités 10 et 14*). Ce n'est pas seulement en raison d'un

* Par cette expression (*trickle-down economics*, litt. « économie du ruissellement vers le bas »), l'auteur désigne la doctrine selon laquelle la libre accumulation du profit par les plus fortunés est la source qui nourrit automatiquement un flux de richesses ; celui-ci irrigue toute l'économie et assure de meilleurs revenus à tous, y compris aux plus pauvres.

progrès irrésistible des technologies de communication et de transport que nous sommes de plus en plus exposés aux pressions de la concurrence internationale et que nous devons trembler pour la sécurité de nos emplois (*voir vérités 4 et 6*). Il n'était pas inévitable que le secteur financier se découple de plus en plus de l'économie réelle dans les trois dernières décennies, jusqu'à provoquer finalement la catastrophe économique que nous vivons aujourd'hui (*voir vérités 18 et 22*). Ce n'est pas essentiellement à cause de facteurs structurels immuables – climat tropical, situation géographique désavantageuse ou culture nocive – que les pays pauvres sont pauvres (*voir vérités 7 et 11*).

Je vais montrer que ce sont des décisions humaines, notamment celles des détenteurs du pouvoir de fixer les règles, qui font que les choses arrivent comme elles arrivent. Même si aucun décideur isolé ne peut être sûr que ses actes conduiront toujours aux résultats qu'il souhaite, les décisions qu'il a prises n'étaient pas fatales. Nous ne vivons pas dans le meilleur des mondes possibles. Si les décisions avaient été différentes, le monde aurait été différent. Dans ces conditions, nous devons nous demander si les décisions que prennent les riches et les puissants reposent sur des raisonnements sensés et des preuves solides. C'est seulement quand nous nous poserons cette question que nous pourrons exiger des entreprises, des États et des organisations internationales un comportement correct. Si nous n'exerçons pas activement notre citoyenneté économique, nous serons toujours les victimes de ceux qui sont mieux placés pour décider et qui nous disent que les choses arrivent parce qu'elles doivent arriver et qu'on ne peut rien y changer, si désagréables et injustes soient-elles.

Ce livre se propose d'équiper le lecteur d'une compréhension du fonctionnement réel du capitalisme et de ce qu'on pourrait faire pour l'améliorer. Cela n'en fait pas un « manuel d'économie pour les nuls ». Il entend être à la fois beaucoup moins et beaucoup plus.

Beaucoup moins parce que je n'aborde pas quantité de points techniques que même un manuel d'initiation à la science écono-



Extrait de la publication

mique serait tenu d'expliquer. Non que je les croie au-delà des capacités de compréhension de mes lecteurs. 95 % de la science économique est du bon sens que l'on a compliqué ; et même pour les 5 % restants, il est possible d'expliquer clairement le raisonnement essentiel, sinon tous les détails techniques. Si j'ai fait ce choix, c'est simplement parce qu'à mon sens la meilleure façon d'apprendre les principes économiques est de les utiliser pour analyser les problèmes qui intéressent le plus le lecteur. Je n'introduis donc ce type de détails que lorsqu'ils deviennent pertinents pour mon exposé, et non systématiquement à la manière d'un manuel.

Mais, tout en étant parfaitement accessible au lecteur non spécialiste, cet ouvrage est aussi beaucoup plus qu'un « manuel d'économie pour les nuls ». En fait, il est bien plus approfondi que de nombreux manuels pour étudiants avancés, car il conteste beaucoup de théories économiques et de faits empiriques que ces livres acceptent sans critique. Un lecteur non spécialiste jugera peut-être redoutable qu'on lui demande de contester des théories qui ont l'aval des « experts » et de se méfier de faits empiriques qui sont admis par la plupart des professionnels de la discipline ; mais il découvrira qu'en fait c'est beaucoup plus facile qu'il n'y paraît, une fois qu'on a cessé de postuler que ce que croit la majorité des spécialistes est forcément vrai.

La plupart des questions que j'analyse dans ce livre n'ont pas de réponses simples. Tel est souvent, d'ailleurs, l'objet principal de ma démonstration : il n'y a pas de réponse simple, contrairement à ce que veulent nous faire croire les économistes néolibéraux. Mais si nous ne nous saisissons pas de ces problèmes, nous ne comprendrons pas comment le monde fonctionne vraiment. Et si nous ne le comprenons pas, nous ne serons pas capables de défendre nos intérêts, et encore moins d'agir dans le bon sens en citoyens économiques actifs.

Extrait de la publication

Extrait de la publication

# VÉRITÉ 1

# Le marché libre, ça n'existe pas

## Ce qu'on vous dit

Les marchés doivent être libres. Quand l'État interfère pour dicter à leurs participants ce qu'ils ont le droit de faire ou non, les ressources ne peuvent plus aller à l'usage le plus efficace. Si les acteurs du marché ne peuvent pas faire ce qu'ils estiment le plus rentable, ils perdent leur incitation à investir et à innover. Si l'État plafonne les loyers, par exemple, les propriétaires n'ont plus d'incitation à entretenir leurs biens immobiliers ou à en construire de nouveaux. Si l'État restreint le type de produits financiers que l'on peut vendre, deux parties contractantes qui auraient pu tirer parti l'une et l'autre de transactions innovantes satisfaisant leurs besoins très particuliers ne pourront pas profiter des bénéfices potentiels de la liberté de contrat. Il faut laisser aux gens la « liberté du choix », comme dit le titre d'un célèbre ouvrage du visionnaire du marché libre, Milton Friedman.

## Ce qu'on ne vous dit pas

Le marché libre, ça n'existe pas. Tout marché a des règles et des frontières qui restreignent la liberté du choix. Si un marché paraît libre, c'est parce que nous admettons si inconditionnellement les restrictions qui le sous-tendent que nous ne les voyons plus. Le



Extrait de la publication

degré de « liberté » d'un marché ne peut se définir objectivement. Il se définit politiquement. Quand les économistes néolibéraux disent et répètent qu'ils veulent défendre le marché contre les ingérences de l'État, qui ont des motivations politiques, leur argument ne tient pas. L'État est toujours impliqué et les motivations des libéraux sont aussi politiques que les autres. Dissiper ce mythe – l'existence d'un « libre marché » défini objectivement – est le premier pas pour comprendre le capitalisme.

## Le travail doit être libre

En 1819, une nouvelle législation pour réglementer le travail des enfants, le Cotton Factories Regulation Act, a été soumise au Parlement britannique. C'était un projet incroyablement timide au regard des normes modernes. Il interdisait d'employer les petits enfants – c'est-à-dire les moins de neuf ans. Les plus âgés (les dix-seize ans) restaient autorisés à travailler, mais leur journée de travail serait limitée à douze heures (eh oui, on devenait vraiment laxiste avec ces gamins). Ces nouvelles règles s'appliquaient uniquement aux manufactures de coton, que l'on savait exceptionnellement dangereuses pour la santé des ouvriers.

Ce projet de loi a suscité une immense controverse. Aux yeux de ses adversaires, il sapait la sacro-sainte liberté de contrat et détruisait donc le fondement même du marché libre. Dans les débats sur cette législation, certains membres de la Chambre des lords s'y sont opposés, au motif que « le travail doit être libre ». Leur argument : les enfants veulent (et ont besoin de) travailler, les industriels veulent les employer ; où est le problème ?

Aujourd'hui, même les plus chauds partisans de la liberté du marché en Grande-Bretagne ou dans d'autres pays riches ne penseraient pas à rétablir le travail des enfants dans le cadre du programme de libéralisation généralisée qu'ils désirent si ardemment.



Extrait de la publication

RÉALISATION : IGS-CP À L'ISLE-D'ESPAGNAC
IMPRESSION : FIRMIN-DIDOT AU MESNIL-SUR-L'ESTRÉE
DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 2012. N° 108373 (XXXX)
*– Imprimé en France –*

Extrait de la publication